



**ASSOCIATION INITIATIVE EMPLOI  
PAYS ROYANNAIS**

Association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901

23 rue Saint-Exupéry  
17200 SAINT-SULPICE DE ROYAN

---

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS**

---

**Exercice clos le 31.12.2024**

**CORIOLIS AUDIT**

3, Rue de Courbiac  
Bât A 1er étage  
17100 Saintes

*Membre de la Compagnie Régionale des  
Commissaires aux Comptes Ouest-Atlantique*

**Pascal POULAIN**

3, rue Edouard Branly  
BP 132  
17208 Royan Cedex

*Membre de la Compagnie Régionale des  
Commissaires aux Comptes Ouest-Atlantique*

### **III. Observation**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note 4.1 de l'annexe des comptes annuels concernant le risque éventuel non comptabilisé dans le cadre d'une procédure judiciaire engagée à l'encontre de l'association devant le Conseil de Prud'hommes.

### **IV. Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués ainsi que sur les subventions et produits dont bénéficie votre association.

Sur la base des éléments disponibles au jour de nos contrôles, nous nous sommes assurés que les subventions sont comptabilisées dans le respect des conventions d'attribution.

Nous nous sommes également assurés du respect de la césure d'exercice tant pour les produits que pour les charges.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **V. Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et financier de la présidence et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

### **VI. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'association relatives aux comptes annuels**

Il appartient au conseil d'administration d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'il estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe au conseil d'administration d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## **VII. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Royan, le 3 juin 2025

**Pour la Société CORIOLIS AUDIT**

**Pascal POULAIN**

**Commissaire aux comptes**



**ASSOCIATION INITIATIVE EMPLOI  
PAYS ROYANNAIS**  
Association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901

23 rue Saint-Exupéry  
17200 SAINT-SULPICE DE ROYAN

---

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS**

---

**Exercice clos le 31.12.2024**

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.  
En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

## **ANNEXE**

---

**COMPTES ANNUELS AU 31 DECEMBRE 2024**

**(PERIODE DU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2024 AU 31 DECEMBRE 2024)**

**(19 pages)**

---



INITIATIVE EMPLOI PAYS ROYANNAIS

Actif			Au 31/12/2024			Au 31/12/2023
			Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement				
		Frais de recherche et développement				
		Donations temporaires d'usufruit				
		Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires <sup>(1)</sup>	7 300	5 944	1 356	1 661
		Immobilisations incorporelles en cours				
		Avances et acomptes				
	TOTAL		7 300	5 944	1 356	1 661
	Immobilisations corporelles	Terrains				
		Constructions	19 537	17 830	1 707	5
		Inst.techniques, mat.out.industriels	392 497	356 602	35 895	40 419
		Immobilisations corporelles en cours				
	TOTAL		412 035	374 432	37 602	40 424
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
Immobilisations financières <sup>(2)</sup>	Participations et créances rattachées	70 000		70 000	70 000	
	Autres titres immobilisés	945		945	930	
	Prêts	30 755		30 755	38 683	
	Autres	6 503		6 503	7 919	
	TOTAL		108 204		108 204	117 532
Total I		527 540	380 376	147 163	159 618	
Actif circulant	Stocks et en cours		2 196		2 196	
	Créances <sup>(3)</sup>	Créances clients, usagers et comptes rattachés	92 187		92 187	122 304
		Créances reçues par legs ou donations				
		Autres	56 191		56 191	67 727
	TOTAL		148 378		148 378	190 031
	Divers	Valeurs mobilières de placement				
		Instruments de trésorerie				
		Disponibilités	173 793		173 793	235 310
Charges constatées d'avance <sup>(4)</sup>		8 666		8 666	5 678	
Total II		333 035		333 035	431 019	
Frais d'émission des emprunts III						
Primes de remboursement des emprunts IV						
Ecart de conversion Actif V						
TOTAL DE L'ACTIF ((I+II)+III+IV+V)		860 576	380 376	480 199	590 638	
Renvois	(1) Dont droit au bail (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)					

Passif		Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Fonds propres	<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	<b>Réserves</b>		
	Réserves statutaires ou contractuelles	322 761	322 761
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau	46 504	106 972
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	-93 845	-60 468
	<b>Situation nette (sous-total)</b>	<b>275 419</b>	<b>369 265</b>
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	1 691	7 789
	Provisions réglementées		
<b>Total I</b>		<b>277 110</b>	<b>377 055</b>
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
<b>Total I bis</b>			
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés		
<b>Total II</b>			
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	18 878	13 896
<b>Total III</b>		<b>18 878</b>	<b>13 896</b>
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit <sup>(1)</sup>		820
	Emprunts et dettes financières diverses <sup>(2)</sup>	2 640	3 200
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	39 166	53 748
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	123 726	104 295
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	16 678	10 911
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance	2 000	26 709
<b>Total IV</b>		<b>184 210</b>	<b>199 686</b>
Écart de conversion Passif V			
<b>TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)</b>		<b>480 199</b>	<b>590 638</b>
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		

INITIATIVE EMPLOI PAYS ROYANNAIS

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations		
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens		
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	Ventes de prestations de service	742 318	690 888
	<i>dont parrainages</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	169 349	211 266
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
Charges d'exploitation	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	902 181	870 653
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	13 770	2 728
	TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I	1 827 620	1 775 536
	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes (1)	377 611	404 474
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	43 758	43 650
	Salaires et traitements	1 275 157	1 169 953
	Charges sociales	193 190	190 709
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	33 031	37 133
	Dotations aux provisions	4 982	1 202
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	4 376	1 735
	TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II	1 932 108	1 848 858
	1. Résultat d'exploitation (I-II)	-104 488	-73 322



INITIATIVE EMPLOI PAYS ROYANNAIS

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits financiers	De participations D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	1 203	2 114
	TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III	1 203	2 114
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	1	42
	TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV	1	42
2. Résultat financier (III-IV)		1 202	2 072
3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)		-103 285	-71 249
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	100 10 948	72 10 859
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V	11 048	10 931
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	71 1 537	150
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI	1 608	150
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		9 439	10 781
Participation des salariés aux résultats VII			
Impôts sur les bénéfices VIII			
Total des produits (I + III + V)		1 839 872	1 788 582
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		1 933 718	1 849 050
EXCÉDENT OU DÉFICIT		-93 845	-60 468
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
Total			
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Personnel bénévole			
Total			

# Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos le 31/12/2024

ASSOCIATION INITIATIVE EMPLOI PAYS ROYANNAIS

## Table des matières

1	Principes et méthodes comptables	3
1.1	Présentation de l'association	3
1	Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat	4
1.1	Actif immobilisé	4
1.1.1	État de l'actif immobilisé (brut)	5
1.1.2	Amortissements de l'actif immobilisé	6
1.1.3	Amortissements et dépréciations - État de rapprochement entre ouverture et clôture	6
1.1.4	Informations relatives aux filiales et participations	7
1.2	Fonds associatifs	7
1.2.1	Fonds propres (hors report à nouveau et résultat de l'exercice)	8
1.3	Actif circulant	8
1.3.1	Produit à recevoir	8
1.4	Provisions, fonds dédiés, autres passifs	8
1.4.1	Provisions	8
1.4.2	Charges à payer	9
1.4.3	Précisions sur d'autres dettes	10
1.5	État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice	10
1.6	Compte de résultat	11
1.6.1	Contributions volontaires en nature	11
1.6.2	Précisions sur la nature, le montant et le traitement de certaines charges et produits	12
1.6.3	Détail des transferts de charges	12
1.6.4	Concours publics & Subventions octroyées	12
2	Informations au titre des opérations réalisées avec des parties liées	13
3	Informations relatives aux opérations et engagements envers les dirigeants	14
3.1	Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)	14
4	Informations relatives à l'effectif	15
4.1	Autres informations	15

## **1 Principes et méthodes comptables**

Le règlement ANC 2018-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020.

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

### **1.1 Présentation de l'association**

L'Association INITIATIVE EMPLOI PAYS ROYANNAIS situe son action dans le champ de l'Economie Sociale et Solidaire et plus particulièrement dans celui de l'Insertion par l'Activité Economique. Elle a pour mission et activité de favoriser la progression des personnes jeunes et adultes éloignées conjoncturellement ou structurellement de l'activité économique pour faciliter leur insertion sociale et professionnelle, et de contribuer au développement local par la réalisation d'actions concrètes et utiles au territoire et à ses habitants.

Les moyens mis en œuvre par l'association sont :

- Mutualiser des travaux d'intérêts collectifs auprès des collectivités territoriales et des associations du Pays Royannais, et proposer, en complément, des prestations aux entreprises et particuliers afin de créer des postes de travail.
- Utiliser les mesures d'insertion et d'emploi engagées par l'Etat et les collectivités territoriales pour accompagner les publics les plus fragilisés notamment par la mise en œuvre de chantiers d'insertion.
- S'inscrire dans un travail partenarial avec les acteurs socio-économiques locaux afin de favoriser la recherche de solutions durables d'emploi pour les bénéficiaires de l'action.

# **1 Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat**

## **1.1 Actif immobilisé**

À leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés

Les durées d'amortissement pratiquées sont les suivantes :

- Logiciels de 1 à 6 ans
- Installations générales 10 ans
- Construction sur sol d'autrui 10 ans
- Matériels et outillages de 2 à 10 ans
- Matériels de transport de 3 à 7 ans
- Cycles et motocycles de 2 à 4 ans
- Mobilier de bureau de 5 à 10 ans
- Matériels de bureau et informatique de 2 à 10 ans

### 1.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Immobilisations		Valeur brut début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)		Valeur brute fin (D)
				Sorties	Virements	
Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	7 300	-	-	-	7 300
Immobilisations corporelles	Terrains	-	-	-	-	-
	Constructions	17 588	1 950	-	-	19 538
	Install. Tech., mat., outillage	108 683	12 397	47 103	-	73 977
	Install. générales, ag. Am. divers	59 921	1 596	-	-	61 517
	Matériel de transport	211 131	15 725	11 885	-	214 971
	Mat bur., informatique, mobilier	42 032	-	-	-	42 032
	Immo. Corp. En cours	-	-	-	-	-
	Avances et acomptes	-	-	-	-	-
	Total III	439 356	31 668	58 988	-	412 036
Immobilisations financières	Participations	70 000	-	-	-	70 000
	Créances rattachées à des part.	-	-	-	-	-
	Autres titres immobilisés	930	15	-	-	945
	Prêts et autres immo. Financières (1)	46 602	-	9 343	-	37 259
	Total IV	117 532	15	9 343	-	108 204
Total général		564 188	31 684	68 331	-	527 541

(1) Dont 30 756€ concernant la filiale IEPR Services

Documents soumis  
au contrôle du  
Commissaire aux comptes  
CORIOLIS



### 1.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Immobilisations		Amortissements début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Amortissements fin (D)
Amortissements incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	5 639	305	-	5 944
Amortissements corporelles	Terrains	-	-	-	-
	Constructions	17 582	248	-	17 830
	Install. Tech., mat., outillage	98 734	7 862	45 339	61 257
	Install. générales, ag. Am. divers	58 102	969	-	59 071
	Matériel de transport	182 961	23 246	11 885	194 322
	Mat bur., informatique, mobilier	41 552	401	-	41 953
	Immo. Grevées de droits	-	-	-	-
Total III		398 931	32 726	57 224	374 433
Total général		404 570	33 031	57 224	380 377

### 1.1.3 Amortissements et dépréciations - État de rapprochement entre ouverture et clôture

Amortissement et dépréciation	Début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Fin de l'exercice
		Amortissement	Dépréciation	Amortissement	Dépréciation	
Incorporelles	5 639	305	-	-	-	5 944
Corporelles	398 931	32 726	-	57 224	-	374 433
<b>TOTAL</b>	<b>404 570</b>	<b>33 031</b>	<b>-</b>	<b>57 224</b>	<b>380 377</b>	<b>380 377</b>

Documents soumis  
au contrôle du  
Commissaire aux comptes  
CORIOLIS

## 1.1.4 Informations relatives aux filiales et participations

### A. Renseignements détaillés concernant les filiales et participations

Filiales (+ de 50 % capital détenu)	Capital	Quote-part %	Valeurs comptables des titres détenus		CA Hors taxes	Prêts/avances non remboursés
	Rés. et report avant affect.	Dividendes	Brute	Nette	Résultats	Cautions
IEPR Services	70 000	100%	70 000		40 440	30 756
	-9 566	0		70 000	-1 417	0
	Observation :					

## 1.2 Fonds associatifs

La présentation des fonds associatifs dans le bilan avant répartition est normée dans le règlement ANC 2018-06.

Le résultat comptable ne pouvant être attribué aux adhérents, qui n'ont aucun droit individuel celui-ci, le résultat positif est appelé « excédent » et le résultat négatif « déficit ». L'instance statutairement compétente se prononce sur l'affectation de l'excédent ou déficit. Chap I.1, règlement n°1999-01)

Aucune distinction n'est faite entre le résultat définitivement acquis ou celui sous contrôle des tiers financeurs, soit pouvant être repris par un tiers financeur.

Une seule ligne est consacrée au résultat global de l'exercice sous la rubrique des fonds propres.

Les subventions d'investissements affectées à un bien renouvelable par l'association ou la fondation sont maintenues au passif dans les fonds associatifs avec ou sans droit de reprise (§6 du règlement n°1999-01).

### 1.2.1 Fonds propres (hors report à nouveau et résultat de l'exercice)

L'apport sans droit de reprise implique la mise à disposition définitive d'un bien. Pour être inscrit en fonds associatifs, cet apport doit correspondre à un bien durable utilisé pour les besoins de l'association. Dans le cas contraire, il est inscrit en résultat.

Libellés	Solde début	Augmentation	Diminution	Solde fin
Fonds associatifs sans droit de reprise				
Écarts de réévaluation				
Réserves	322 761			322 761

## 1.3 Actif circulant

### 1.3.1 Produit à recevoir

libellé	montant
Produit social à recevoir	-
Produit fiscal à recevoir	-
Subventions à recevoir	42 116
Autres produits à recevoir	6 537
Total produits à recevoir	48 653

## 1.4 Provisions, fonds dédiés, autres passifs

### 1.4.1 Provisions

#### 1.4.1.1 Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés

Engagements retraite	Provisionné	Non provisionné	TOTAL
Indemnités de départ en retraite	18 878		18 878
Prise en charge des cotisations mutuelle santé pour des salariés partis en retraite			

Documents soumis  
au contrôle du  
Commissaire aux comptes  
CORIOLIS

Notre entité provisionne ses engagements relatifs aux régimes suivants dont les principales caractéristiques pour notre entité sont précisées ci-après :

Les provisions sont évaluées et comptabilisées dans le respect de la permanence des méthodes,

Selon la recommandation ANC n°2013-02, dans ce cadre, nous avons opté pour :

La méthode 1 (application des dispositions de l'Annexe 1 de la Reco ANC n°2013-02) qui reprend pour l'essentiel la Recommandation CNC n°2003-R.01 ;

Les principales hypothèses actuarielles sont les suivantes à la date de clôture :

- Age de départ à la retraite présumé 64 ans
- Taux d'actualisation : 3,50 %,
- Taux d'augmentation annuel des salaires : 1 %,

Concernant la possibilité d'être présent à l'âge de départ en retraite, notre entité utilise pour la prise en compte du turnover, le turnover par statut et par tranche d'âge.

Pour la prise en compte de la mortalité, le pourcentage de survie qui résulte des tables de mortalité officielles (INSEE) distinctes pour les hommes et les femmes. Nous utilisons la Table Insee Provisoire 2018-2020.

Le % retenu de cotisations ou contributions à supporter par l'entité lors du versement des indemnités est de 40% pour les cadres 35 % pour les non-cadres.

#### 1.4.2 Charges à payer

Libellé	Montant
Charges sociales (congrés payés)	68 542
Autres charges sociales	5 033
Charges fiscales à payer	-
Autres charges à payer	-
Total charges à payer	73 575

### 1.4.3 Précisions sur d'autres dettes

#### 1.4.3.1 Produits constatés d'avance

Une subvention de fonctionnement accordée pour plusieurs exercices est répartie en fonction des périodes ou étapes d'attribution définies dans la convention, ou à défaut prorata temporis. La partie rattachée à des exercices futurs est inscrite en « produits constatés d'avance ».

### 1.5 État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice

ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut	À 1 an au plus	À plus d'un an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations	-		
	Prêts	30 756	7 967	22 789
	Autres	-		
DE L'ACTIF CIRCULANT	Créances Clients et Comptes rattachés	92 187		
	Autres	56 191		
Charges constatées d'avance		8 667		
<b>TOTAL</b>		<b>187 801</b>		

Prêts Accordés en cours d'exercice	
Remboursements obtenus en cours d'exercice	7 927

ÉTAT DES DETTES		Montant brut	A 1 an au plus	A + d'1 an et 5 ans au +	A + de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles		-			
Autres emprunts obligataires		-			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	à 1 an maximum à l'origine	-			
	à plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers		2 640			
Fournisseurs et comptes rattachés		39 166			
Dettes fiscales et sociales		123 727			
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés		-			
Autres dettes		16 678			
Produits constatés d'avance		2 000			
<b>TOTAL</b>		<b>184 211</b>			

Emprunts souscrits en cours d'exercice	
Emprunts remboursés en cours d'exercice	821
Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques à la clôture	

## 1.6 Compte de résultat

### 1.6.1 Contributions volontaires en nature

Par nature effectuées à titre gratuit, elles correspondent au bénévolat, aux mises à disposition de personnes par des entités tierces, ainsi que des biens meubles ou immeubles, auxquels il convient d'assimiler les dons en nature redistribués ou consommés en l'état.

Il n'y a pas eu de contribution volontaire au cours de cette exercice.



## 1.6.2 Précisions sur la nature, le montant et le traitement de certaines charges et produits

Honoraires des commissaires aux comptes

	CAC 1	CAC 2
Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	9 499	
Au titre d'autres prestations		
<b>Honoraires totaux</b>	<b>9 499</b>	

## 1.6.3 Détail des transferts de charges

Libellé	Montant
Transfert de charges d'exploitation	909
Transfert de charges de formation	11 563
Transfert de charges de personnel (CPAM et mutuelle)	33 658
Transfert de charges (aides aux postes)	852 554
Transfert de charges (avantage en nature)	3 498
<b>Total Transfert de charges</b>	<b>902 092</b>

## 1.6.4 Concours publics & Subventions octroyées

Montant des concours publics & subventions octroyées sur l'exercice

Nature	Catégories d'autorités administratives	Intitulé	Montant
Subvention	Etat	Lutte contre la pauvreté	25 000
Subvention	Conseil Départemental	Mise à disposition de 2 roues pour les bénéficiaires du RSA	34 579
Subvention	Conseil Départemental	Accompagnement des bénéficiaires du RSA dans un projet d'insertion par l'activité économique	89 670
Subvention	Conseil régional	Fond d'inclusion dans d'inclusion dans l'emploi	20 000
<b>Total</b>			<b>169 259</b>

## 2 Informations au titre des opérations réalisées avec des parties liées

Parties liées	Nature de la convention avec la partie liée	Montant des transactions avec la partie liée	Autres informations (ex poste des comptes) nécessaire à l'appréciation
SAS IEPR SERVICES	Sous-Location	1 810	
SAS IEPR SERVICES	Convention d'assistance technique & administrative	3 228	

### **3 Informations relatives aux opérations et engagements envers les dirigeants**

#### **3.1 Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)**

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative « à l'engagement éducatif », le montant des rémunérations et avantages en nature versés aux trois plus haut cadres dirigeants bénévoles ou salariés s'est élevé à 123 492€ en 2024.

## 4 Informations relatives à l'effectif

L'effectif moyen salarié y compris celui mis à disposition de l'entité se décompose ainsi, par catégorie.

	Personnel salarié	Dont CDDI
Cadres	4	
Agents de maîtrise et Techniciens		
Employés	42	36
Ouvriers		
<b>TOTAL</b>	<b>46</b>	<b>36</b>

### 4.1 Autres informations

Une procédure judiciaire est engagée devant le Conseil de prud'hommes contre l'Association Initiative Emploi Pays Royannais. Le risque éventuel non comptabilisé porte sur un montant de 117 050 €.

Il n'y a pas d'évolution de la situation au cours de l'exercice 2024.